

Questions orales

M. Jarvis: On peut difficilement dire qu'une chose est identique à une autre si elle n'est pas aussi complète. J'aimerais que le ministre nous dise jusqu'à quel point la proposition du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources était complète.

De toute évidence, la banque nationale de l'énergie, avec un fonds de 1.7 milliard de dollars, constituait un véhicule viable pour n'importe quel projet énergétique. Nous avons prévu dans le cadre de notre proposition une aide financière pour l'implantation d'un système de transport urbain rapide. Le ministre des Finances pourrait-il nous dire si la proposition de son collègue, qui a été transmise par téléphone, je crois, la semaine dernière, prévoyait le financement d'un système de transport rapide?

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, je tiens à être honnête avec le député et aussi exact que possible. Je n'ai pas participé aux négociations...

Une voix: Marc Lalonde non plus.

M. MacEachen: ... mais d'après ce que je sais, cette proposition était provisoire en ce sens qu'elle ne portait que sur des arrangements valables pour quelques mois seulement. Il ne s'agissait pas d'un règlement global embrassant tous les éléments que le député a mentionnés dans ses deux questions.

M. Jarvis: Madame le Président, je tiens à être aussi juste envers le ministre des Finances qu'il dit vouloir l'être envers moi; cependant, comme son collègue a affirmé catégoriquement que sa proposition était identique à la vôtre, nous nous sentons obligés de découvrir à quel égard elle pourrait ressembler à celle que nous avons faite en décembre dernier.

Je demanderais donc au ministre, en guise de question supplémentaire—parce que je sais que cette question le concerne très personnellement—de comparer cette proposition avec l'engagement qu'a pris le dernier gouvernement au sujet du financement d'un gazoduc reliant la ville de Québec aux provinces de l'Atlantique, en tenant compte du fait que notre proposition devait également être conforme aux exigences de l'Office national de l'énergie. Son collègue s'est-il engagé la semaine dernière, au nom du gouvernement, à financer en partie le prolongement du gazoduc depuis la ville de Québec jusqu'aux Maritimes pourvu, comme je l'ai dit, que les conditions posées par l'Office national de l'énergie soient respectées?

M. MacEachen: Encore une fois, le député fait intervenir un élément nouveau dans sa question, un élément qui a trait à une proposition qui ne constituait qu'une solution temporaire à la question des prix. Le député a aussi soulevé la question du gazoduc. Il sait que c'est là un élément de la stratégie énergétique du gouvernement canadien qui figurait dans le discours du trône et demeure un engagement du gouvernement en attendant...

● (1420)

M. Jarvis: Un engagement d'ordre financier?

M. MacEachen: ... qu'on règle les difficultés soulevées par l'Office national de l'énergie et qu'on rassure, par exemple, le premier ministre du Nouveau-Brunswick.

LES PROPOSITIONS CONCERNANT LE PRIX DE L'ÉNERGIE—
L'AUTORISATION PRÉALABLE DU CABINET

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, en l'absence du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et à défaut d'une politique énergétique, je voudrais poser une question au vice-premier ministre.

Est-il exact qu'avant de faire une offre au sujet du prix de l'énergie au gouvernement de l'Alberta, le ministre de l'Énergie avait reçu l'autorisation du cabinet? Le cabinet avait-il autorisé le ministre de l'Énergie à faire une offre analogue à celle de l'ancien gouvernement de M. Clark que l'Alberta avait été sur le point d'accepter comme le ministre de l'Énergie l'a déclaré à une conférence de presse la semaine dernière? Aviez-vous autorisé le ministre à faire une offre analogue à celle qui avait été quasiment acceptée, sinon pourquoi le ministre de l'Énergie prétend-il que vous aviez tous deux agi ainsi?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, les négociations amorcées par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources...

M. Nielsen: Quelles négociations?

M. MacEachen: ... ont été autorisées par le cabinet. Elles ne sont pas encore terminées. Sauf erreur, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a l'intention de rencontrer son homologue cette semaine afin de poursuivre ces négociations. Je n'ai pas l'intention de révéler les directives données...

M. Nielsen: Lui, il l'a fait.

M. MacEachen: ... au sujet de négociations non encore terminées.

M. Crosbie: Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a-t-il signifié à l'Alberta, au nom du gouvernement, qu'il souhaitait encourager le remplacement du pétrole par le gaz et fixer en conséquence le prix du gaz à 65 p. 100 de celui du pétrole, toutes choses étant égales, afin de rendre possible la construction d'un pipe-line reliant Montréal à Québec et aux provinces Maritimes?

Le ministre a-t-il fait savoir à l'Alberta que le gouvernement dédommagerait les provinces Maritimes pour toute hausse du prix de revient de l'énergie électrique résultant de hausses de prix du pétrole d'au delà de \$2 le baril par année? Ces deux éléments, que le gouvernement Clark avait prévus, faisaient-ils partie de l'offre que le ministre de l'Énergie prétend avoir faite à l'Alberta au nom du gouvernement du Canada, mais dont le vice-premier ministre semble tout ignorer?

M. MacEachen: Madame le Président, je répète que ces questions font actuellement l'objet de négociations. Le député de Saint-Jean-Ouest me demande de confirmer divers points qui ont pu être abordés au cours de ces négociations. Je crois que ce n'est pas là une très bonne politique. Ce n'est pas la politique que lui-même a appliquée—avec raison—au cours des négociations menées par le gouvernement dont il faisait partie et qui n'ont pas tout à fait abouti.